

# LES TRACES DU DJIHAD ISLAMIQUE EN RDC – UNE MENACE POUR LE SOMMET DE LA FRANCOPHONIE ? 1<sup>ère</sup> Partie

## I. INTRODUCTION

J'ai publié en début 2011 une réflexion intitulée : « *La RDC, otage des enjeux géostratégiques* », dans laquelle nous écrivions que les relations internationales présentent actuellement **quatre axes stratégiques** :

- la crise économique mondiale et la recherche de nouveaux pôles d'expansion économique ;
- les rivalités grandissantes entre les Grandes puissances occidentales et les puissances émergentes : BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ;
- les guerres civiles qui deviennent régionales comme au Pakistan, dans le Sahel, dans la corne de l'Afrique et dans la région des Grands-Lacs africains ;
- les menaces terroristes, en ce compris les menaces nucléaires.

J'ai avancé dans cette analyse que par son immensité, par sa situation géographique comme carrefour des différentes régions d'Afrique subsaharienne, et en l'absence de tout contrôle étatique efficace, la RDC est à la fois une passerelle et un sanctuaire pouvant offrir aux groupes mafieux et terroristes des facilités logistiques étendues: Commerce illicite des matières premières, carrefour d'intérêts économiques et énergétiques des pays de tous bords Afrique-Europe-Amérique-Asie, trafic de drogue; la traite des humains, zone potentielle de ravitaillement pour les organisations mafieuses et terroristes, espace d'acheminement de combattants, de fonds et d'armes vers différents théâtres de conflits, etc...

Le constat qui s'est dégagé c'est que la RDC reste encore le foyer de nombreux conflits qui fragilisent sérieusement la région d'Afrique Centrale et dont les conséquences pourraient engendrer l'insécurité sur le plan international. Les causes de ces conflits sont multiples et multiformes : fragilité du système politique: sources de contestations, d'instabilité et d'insécurité ; pauvreté accrue et endémique, criminalité transfrontalière par des groupes armés, mauvaise gouvernance, absence des structures d'Etat et d'autorité de l'Etat (armée, police, justice...), mauvaise répartition des richesses, disparités sociales : sources d'antagonismes et tensions ethniques, mauvais règlement des litiges fonciers ou territoriaux, convoitises des ressources naturelles par les pays voisins de la sous-région et par certaines puissances émergentes, mouvements rebelles ou autres mouvements terroristes...

Un état des lieux sociopolitique qui rend possible l'extension des connexions d'Al-Qaeda (**El-Shabab**), du Hezbollah libano-iranien et qui présenterait le danger de voir la RDC se transformer rapidement en sanctuaire d'approvisionnement rêvé des groupes terroristes. D'autant plus que ce pays est marqué par un cocktail de facteurs qui alimentent une conflictualité "à fleur de peau":

- fragilité du système démocratique accentuée par des élections présidentielle et législatives chaotiques ;
- faiblesse et/ou effondrement des institutions étatiques ;
- instrumentalisation des différences identitaires fragilisant la sécurité à l'Est de la RDC ;
- lutte pour le contrôle des ressources naturelles et énergétiques, ainsi que la criminalisation des circuits économiques et financiers couplée de la paupérisation accrue des populations.

Bref, la RDC, apparaît aujourd'hui comme le berceau de l'insécurité, l'îlot de beaucoup de fléaux du monde et le terreau de beaucoup de problèmes.. En d'autres termes, **le monde entier cherche à accéder aux richesses et ressources naturelles congolaises**, cela ne semble pas étonnant que **les pays émergents** comme **la Chine et des mouvements tels qu'Al-Qaeda ou Hezbollah** trouvent également en RDC, **un terreau fertile** pouvant leur servir d'un **fond de commerce rentable**, car exploitable à moindre coût du fait :

- de l'accès facile à ses ressources naturelles facilement exploitables ;

- des nouveaux gisements de **pétrole** découverts au nord-est, dans une zone comprise entre la RDC, l'Ouganda et le Soudan ;
- de la porosité de ses frontières ;
- de la déficience de l'Etat (et surtout de l'autorité de l'Etat) en tant que principal acteur régulateur de l'ordre social, politique, économique et sécuritaire.

Ce document est le produit d'une étude à la fois factuelle, littéraire et des médias, à laquelle s'ajoute une analyse approfondie, au moyen des techniques spécialisées de traitement de l'information, des données recueillies et compilées progressivement depuis deux années auprès de certaines sources jugées fiables. L'objectif est de présenter à l'opinion les menaces qui pèsent sur la RDC ainsi que les risques de voir ce pays se transformer en cible d'attaques des groupes terroristes islamistes pour lesquels le prochain sommet de la Francophonie, qui se tiendra du 12 au 14 octobre 2012 à Kinshasa, pourrait constituer une occasion dorée de faire une démonstration de leur capacité de nuisance.

## II La République Démocratique du Congo, zone géostratégique névralgique et chaotique

La RDC est une « **zone névralgique** » qui se trouve au centre des enjeux géostratégiques et géopolitiques considérables, grâce à ses innombrables ressources naturelles et énergétiques susceptibles de soutenir à la fois les économies des « **Grandes puissances** » et des **puissances émergentes** » et celles du « **terrorisme international** ». En effet, la RDC est un pays de la taille de l'ensemble des pays de l'Europe occidentale réunis et a une population estimée à 65 millions d'habitants. C'est un pays qui est scandaleusement riche en matières premières essentielles pour la production mondiale d'une très large gamme de produits. Son sous-sol, ses ressources, sont depuis plus de trois siècles enviés, convoités, spoliés et récupérés. Le pays possède environ 33% des gisements mondiaux de cobalt, 10% de cuivre, le tiers de la réserve mondiale du diamant, de grands gisements d'uranium, étain, zinc, manganèse, or ainsi que d'autres matières premières dont au moins trois quarts des ressources mondiales de coltan (colombo-tantalite), une composante primaire essentielle à la fabrication des téléphones mobiles, laptops et autres équipements électroniques. La RDC participe comme le Brésil à l'équilibre écosystémique du monde. On y trouve également des nouveaux gisements de **pétrole** découverts au Nord-Est, dans une zone (Le Graben Albertine situé dans la chaîne des volcans du Parc national de Virunga) comprise entre la RDC, l'Ouganda et le Sud-Soudan. En effet, les provinces des Kasai, des Kivu, Orientale et du Katanga sont les réservoirs de stockage géologique de certains des minéraux stratégiques, d'importance mondiale. La frontière orientale située à cheval sur le Rwanda et l'Ouganda, dans une zone qui s'étend des plateaux des Grands-Lacs à la vallée du Rift, est estimée par les géologues comme l'un des plus riches dépôts de minéraux sur la surface de la terre.

Malgré toute cette richesse, le PIB par habitant est aujourd'hui de 136 \$ soit environ 1/25 de ce qu'elle était au moment de l'indépendance en 1960. Non seulement ces ressources n'ont à ce jour bénéficié au peuple congolais ; mais aussi, c'est la présence de ces ressources très convoitées qui ont transformé le pays en un champ de batailles depuis son indépendance en 1960 à nos jours.

*« Chaque jour, dans l'est du Congo, sept à dix avions, chargés chacun de deux tonnes de cassitérite, vont de Mubi à Goma, d'où le minerai est passé illégalement par-delà la frontière rwandaise. Le trafic d'or, de diamant, de cuivre et de cobalt ne connaît pas non plus de ralentissement. »* Telles sont les conclusions rapport du groupe d'experts des Nations-Unies publié en automne 2010. *« L'état congolais ne touche presque rien des profits générés par cette contrebande. Mais il semble que très peu de choses aient été entreprises pour combattre le pillage prolongé des ressources minières congolaises. Les mineurs – il y en a plusieurs dizaines de milliers – en restent les principales victimes. »*

## III Analyse factuelle et situationnelle sur les menaces terroristes au départ de la RDC

Il me paraît une fois de plus important de rappeler la théorie de Buzan, politologue et polémologue britannique, qui dans un ouvrage intitulé : « *People, State and Fear : An agenda for international security studies in de Post-Cold War Era* », évoquera la nécessité d'appliquer le concept de sécurité à d'autres domaines tels que

**le politique, l'économique, le sociétal et l'environnement.** En effet, selon Buzan, on ne peut parler de la sécurité sans lui associer 3 réalités que **sont : l'Etat, l'individu et le système international.** Le lien entre les trois, selon lui, est que la sécurité de l'individu et du système international dépend de celle des Etats. Si dans la suite de son raisonnement, il soutient que la force et la faiblesse des Etats dépendent de leur niveau de stabilité institutionnelle et de leur cohésion sociopolitique interne, c'est parce que l'intégration humaine est perçue comme préalable à la recherche de la sécurité car, la cohésion sociopolitique au sein d'un Etat dépend du degré de sécurité et de bien-être du citoyen. Dans ce cas, la sécurité des Etats et celle du système international dépendent aussi des individus (dont les **autorités politiques**), puisque ce sont eux, qui peuvent le déstabiliser à travers l'organisation des mouvements de contestations, des rébellions et autres actes subversifs ou terroristes. De l'analyse de cette théorie ressort l'idée de l'existence des liens d'interdépendance entre **l'individu (responsable politique** ou citoyen), **l'Etat** et le **système international.** D'où sa thèse : « **la création d'Etats plus forts (stables) est une condition nécessaire, à la fois pour la sécurité nationale, pour la sécurité individuelle et pour la sécurité internationale** ».

### *3.1 La déstructuration des institutions publiques, les conflits armés, la corruption des gouvernants et la mauvaise gouvernance comme facteurs de la montée de l'intégrisme islamique et de l'implantation du terrorisme*

La conjugaison des éléments susmentionnés rendent difficiles la surveillance et la sécurisation des frontières nationales congolaises. Ces manquements les rendent particulièrement perméables, et de ce fait, vulnérables. C'est ainsi que sont facilitées toutes formes de trafics et d'activités illicites ouvrant la porte aux développements des activités criminelles aux frontières et à l'intérieur de la RDC.

Dans une étude originale sur la « **criminalisation de l'Etat en Afrique** », Jean-François Bayart, Stephen Ellis et Béatrice Hibou soutiennent que les autorités politiques africaines sont de plus en plus interconnectées avec les milieux de la criminalité sur le continent africain, de blanchiment des capitaux sales. Ce qui prédit un avenir sombre pour l'Afrique du fait du terrorisme international latent.<sup>1</sup> Selon ces auteurs, l'Afrique, singulièrement, **la RDC pourrait éventuellement avoir un rôle central dans le développement du terrorisme international.** Le pays présente à la fois un environnement favorable et un vaste champ d'action pour tous ceux qui voudraient s'attaquer à l'ordre hégémonique occidental du système mondial.

Les craintes de cette menace se situent également au niveau du ralliement par les « Mollahs » des populations vulnérables, à la doctrine chiite. Certes la RDC est en majorité constituée des populations chrétiennes, mais la pauvreté grandissante, la crise économique, le chômage qui touche près de 80% des jeunes, sont des facteurs à faciliter l'endoctrinement. En effet, depuis quelques années, les Mollahs iraniens et les sympathisants du Hezbollah libanais écument les quartiers pauvres des villes africaines afin de recruter des « futurs kamikazes ». Et l'attitude irresponsable des autorités congolaises, incapables de contrôler les 9.000 km de frontières avec les pays voisins laisse dubitatif, et ne rassure surtout pas quant à la capacité de ce pays de contrer cette menace qui se fait de plus en plus pressante. (Martin Lutter MBitta, Radio Kan-Kan.com Guinée, 25/02/2010). A titre d'illustration, en RDC, dans la partie septentrionale, à la frontière avec le Soudan et le long de la frontière ougandaise, des maquis originaires de ces pays se sont implantés, profitant de l'absence presque totale de contrôle du régime de Kinshasa sur la région pour opérer en toute impunité contre le pouvoir ougandais. C'est le cas de l'Alliance des forces démocratiques (Alliance of Democratic Forces, ADF), une guérilla multiethnique à dominante fondamentaliste musulmane, mal enracinée dans la région frontalière où elle opère, qui préfère donc s'appuyer sur ses bases arrière au Congo. Elle y survit en bonne partie grâce à l'appui du régime islamiste soudanais, opposé au président ougandais, Yoweri Museveni, que Khartoum accuse de soutenir la guérilla chrétienne du Sud.

---

<sup>1</sup> GERARD PRUNIER, Une poudrière au cœur du Congo-Kinshasa - *Le Monde Diplomatique*, Édition imprimée, juillet 1998, Page 14.

Au Kivu, l'ADF opère adossée aux zones tenues par les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), responsables également l'insécurité à l'Est de la RDC.

C'est ainsi, à titre préventif et afin de prendre le taureau par les cornes en vue de renforcer les capacités de défense et la sécurité dans la partie nord-est de la RDC, les Etats-Unis ont décidé de déployer leurs soldats dans cette zone. Le président Barack Obama y a expédié une centaine des soldats très bien équipés pour être déployés en RCA, en RDC, en Ouganda et au Sud-Soudan. Officiellement pour appuyer ces pays à mieux combattre la LRA et de traquer son chef Joseph Kony. Ce groupe armé ougandais qui sème l'insécurité dans ces pays. Ces militaires, selon la lettre du président américain au Congrès serviront de conseillers près les Etats susmentionnés afin de fournir des informations de première nécessité en vue de neutraliser les éléments de la LRA, et n'interviendront qu'en cas de légitime défense. Pour une mission similaire, des forces spéciales guatémaltèques avaient essuyé un revers. Officiellement, cette prise de position américaine serait une réponse à une recommandation du sommet de Libreville d'octobre 2011 sur la paix et la sécurité en Afrique centrale, visant à renforcer par un appui militaire la MONUSCO en vue d'en finir avec la LRA. En réalité, les observateurs avisés estiment que cette implication américaine n'est pas étrangère à la volonté affichée de ce pays d'intensifier la lutte contre le terrorisme international dont l'Afrique des Grands-Lacs, singulièrement la RDC, constitue le talon d'Achille, suite à la porosité de ses frontières et la mobilité dense des matières premières illégalement exploitées, des armes et de la drogue. Cette présence militaire est entre autre consécutive aux menaces islamiques qui pèsent sur le Sud-Soudan, à majorité chrétienne et animiste, dernier Etat d'accéder à son indépendance et admis à l'ONU.

### *3.2 L'inquiétant rapprochement entre la RDC et la République Islamique d'Iran*

Téhéran a toujours maintenu secrètement des relations avec les mouvements terroristes étrangers de manière à pouvoir les utiliser à son profit. Cependant, les preuves formelles restent rares. En 1995, une conférence secrète aurait eu lieu en Iran sous l'égide des Gardiens de la Révolution (Pasdaran). Elle a rassemblé des représentants des mouvements terroristes suivants : l'Armée rouge japonaise, l'Armée secrète arménienne, le PKK, le parti irakien Dawah, le Front islamique de libération du Bahreïn et le Hezbollah libanais. Le but poursuivi à l'époque était la déstabilisation des Etats du Golfe persique. Téhéran aurait alors proposé son aide à ces différents mouvements, notamment en matière d'entraînement. Aujourd'hui, Téhéran utilise surtout le Hezbollah libanais, mais aurait également des contacts au sein de différents mouvements révolutionnaires sud-américains. Ces derniers auraient lieu au Venezuela - le président Hugo Chavez ne cache pas sa profonde sympathie pour le régime iranien - et dans la région des trois frontières (Foz de Iguazu) située entre le Paraguay, l'Argentine et le Brésil. Et il n'est pas exclu que Téhéran étende cette même stratégie vers l'Afrique.

Bien qu'il s'en défende, l'Iran peut également fournir un appui logistique à des activistes à l'étranger, grâce à ses nombreuses **représentations diplomatiques**, culturelles ou même des ONG. On constate avec curiosité que partout où des changements politiques ont amené au pouvoir des responsables hostiles aux Etats-Unis - tout particulièrement en Amérique latine - les représentations diplomatiques iraniennes ont été considérablement renforcées sans que les échanges politiques, économiques ou culturels avec ces Etats ne le justifie. Washington soupçonne Téhéran de mettre en place un réseau logistique destiné à nuire aux Etats-Unis, peut-être en utilisant l'arme du terrorisme.

Le terrorisme est un moyen de combat au même titre que la guérilla. Téhéran a montré dans le passé qu'à défaut d'armes de destruction massive, il ne répugnait pas à recourir au terrorisme d'Etat car c'est en quelque sorte « l'arme du faible au fort ». L'Iran en a les moyens humains, techniques et pratiques grâce à ses réseaux qui couvrent une grande partie de la planète. Si un bras de fer sévère s'engage vraiment entre les Occidentaux et la république théocratique, il est très probable que des opérations terroristes seront déclenchées comme moyen de rétorsion. L'identification formelle du commanditaire sera difficile à faire car les services iraniens sont passés maîtres dans le domaine du brouillage de pistes en utilisant des mouvements qui servent d'écrans de dissimulation. La dernière affaire de tentative d'assassinat d'ambassadeur saoudien aux Etats-Unis en est une illustration.

Pour ce qui est des rapports diplomatiques avec la RDC, les analystes sont impressionnés par le nombre des ballets diplomatiques déployés ces derniers temps entre la RDC et la République islamique d'Iran. Déjà en début 2010, une importante délégation de parlementaires iraniens a séjourné en RDC. Conduits alors par le député Hamid Reza Haji Babaei, les membres de la délégation, ont été chaleureusement accueillis par les autorités congolaises. Officiellement il s'agissait d'une visite amicale sur invitation des députés de la RDC. Mais selon certaines indiscretions, au-delà du caractère amical mentionné par les autorités locales, cette visite serait une mission de reconnaissance, d'autant plus que le pays des Ayatollahs s'entête à s'enrichir de l'uranium dont le Congo dispose à profusion, à même le sol..

Les dessous de la visite : L'ambassadeur plénipotentiaire d'Iran, Hamid Reza Ghomi qui accompagnait la délégation des parlementaires iraniens rencontrer les membres du gouvernement congolais a déclaré à cette occasion que Téhéran était disposé à « *accompagner la RDC dans sa phase de redressement* ». **L'Iran utiliserait le canal de la coopération pour assurer son entrée dans le pays et profiter de cette importante richesse minière.** En effet le « *réchauffement des relations* » entre les deux pays intervient au moment où Téhéran malgré les menaces de sanctions de l'Onu multiplie des recherches de partenariats pour l'enrichissement de l'uranium afin de se doter du nucléaire. Il faut relever que le programme nucléaire iranien, dont des installations clandestines avaient été découvertes en 2002, est soupçonné par la communauté internationale de comporter un volet militaire visant à doter la République islamique d'une bombe atomique. Arguments dont ne cessent de réfuter les autorités iraniennes qui assurent que ce programme d'enrichissement est exclusivement réservé à l'usage civil. Téhéran précise que son objectif est de développer la capacité de production de l'énergie nucléaire de 6.000 MW d'électricité dans le pays.

De plus, cette présence des parlementaires iraniens en RDC qui dispose d'uranium naturellement enrichi, était loin de rassurer la communauté internationale. Une visite qui pour certains analystes permettait de « baliser le chemin » au pouvoir de Téhéran qui par le biais de la coopération pourrait profiter des faiblesses du pays pour se doter de cet uranium. L'inquiétude est grandissante dans la mesure où la seule mine d'uranium de la RDC, située à Shinkolobwe dans la province du Katanga et officiellement fermée depuis 1960, est régulièrement investie par des groupes mafieux. Et l'Iran ne serait pas à sa première tentative d'extorsion de l'uranium congolais. En août 2006, le célèbre journal britannique le Sunday Times avait révélé qu'une importante cargaison d'uranium 238 en provenance de la RDC à destination de l'Iran avait été saisie en Tanzanie. L'information avait été démentie par les autorités iraniennes et congolaises. L'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) a ouvert une enquête à ce sujet. Selon certains experts, l'uranium 238 sorti en contrebande à destination de l'Iran aurait bénéficié de l'implication de l'Iran, de la Corée du nord dans le secteur de l'uranium du Congo et des cellules terroristes et dormantes iraniennes au Congo.

En retour de l'ascenseur, l'ancien président de l'Assemblée Nationale congolaise sous la législature écoulée, Evariste Boshab, s'est rendu à son tour en visite officielle en Iran le 22 février 2010. Une visite qui selon les analystes spécialisés, dont le quotidien congolais proche du pouvoir, mettent en rapport avec la vente d'uranium dont est accusée la RDC. (**L'Avenir Quotidien** 20/04/2010). *Le dialogue entre pays, a fait savoir Evariste Boshab est plus important que tout dans la vie des nations.* Le quotidien iranien, Tehra Times, rapportait les déclarations suivantes du président iranien Mahmoud Ahmadinejad : « ***L'Iran et la RDC devraient conjuguer leurs efforts à contrer les puissances hégémoniques à imposer leur volonté aux nations.*** (...) *L'Iran et le Congo ont le potentiel de devenir des pays avancés et pays puissants dans le monde (...)* *Les puissances occidentales fournissent de grands efforts pour empêcher l'avancement des pays indépendants et recourent aux pressions politiques et économiques pour atteindre leur but(...)* *Le développement de la coopération entre les pays 'indépendants' est la seule façon de contrer les efforts des puissances dominantes et les pays devraient se préparer pour leur développement et indépendance intégrale* ». **Boshab** a quant à lui déclaré que « ***la RDC est intéressé par le renforcement des relations avec l'Iran.*** *Les deux pays entretiennent des relations historiques et l'Iran a toujours manifesté une opinion positive sur la RDC* ».

Cette audacieuse déclaration de Boshab ne constitue-t-elle pas aujourd'hui, avec un peu de recul, sa « condamnation (à mort) politique ? Lui qui, malgré son militantisme kabilien actuel effréné et débordant,

se voit de plus en plus mis à l'écart de l'« *inner circle* », c'est-à-dire le cercle de pouvoir et d'influence autour de Joseph Kabila. Un éloignement accentué depuis la tragique disparition, dans un mystérieux accident d'avion, de son grand protecteur, le Tout-Puissant<sup>2</sup> Augustin Katumba Mwanke. AKM qui, de son vivant, ne cachait son penchant en faveur des relations privilégiées avec les pays du sud (Chine, Afrique du Sud, Corée du Nord, Iran...) au détriment de l'Occident. Un curieux chambardement des rôles autour de Kabila au moment où ce dernier, non élu, isolé diplomatiquement et contraint à une vie publique cachée, doit son maintien forcé au pouvoir grâce au forcing diplomatique et au lobbying de dernière minute menés par un nouveau faiseur de roi, le très controversé, Dan Gertler, **juif** de son état. Ce dernier ayant actionné ses contacts dans les milieux politico-financiers occidentaux pour faire avaler aux congolais la pilule antidémocratique de la mort électorale. Qui dit juif voit aversion envers tout ce qui est iranien ou islamiste. Ainsi, l'équation : « (*Exit politique*) **Boshab=AKM (mort)= rapprochement avec Iran** » peut trouver un début d'explication, si ce n'est c.q.f.d (Ce qu'il fallait démontrer) ?

Selon le spécialiste des questions iraniennes, Ariel Farrar-Wellman, la RDC est un pays membre du mouvement non-aligné, qui a publié un communiqué en juillet 2008, déclarant que les Etats Non-Alignés « *ont salué la coopération continue et prolongée de la République islamique de l'Iran à l'AIEA* » et « *ont réaffirmé que les choix et les décisions des Etats, y compris ceux de la République islamique de l'Iran, dans le domaine de l'utilisation de la technologie nucléaire à des fins pacifiques et des politiques de cycle du combustible doivent être respectés.* ». Selon cet analyste, les relations bilatérales entre la RDC et l'Iran sont principalement centrées sur le développement du commerce et d'autres intérêts économiques, **particulièrement** dans le domaine de **l'énergie**. Or l'intérêt iranien pour l'énergie congolaise renvoie naturellement au nucléaire, c'est-à-dire l'uranium.

### **3.4 La Menace Hezbollah via les investissements libanais (banques, immobilier...) en RDC**

Le Hezbollah : une épine dans la stratégie américaine en Afrique. Né en 1982, ce mouvement islamiste radical est considéré comme un rejeton de la révolution islamique iranienne. Ce mouvement politico-militaire prône la revendication de la lutte armée, y compris le recours au terrorisme, et l'existence de puissantes milices. **Il dispose d'un soutien des libanais expatriés** et des analystes pensent que ceux établis **en Afrique subsaharienne** -particulièrement en RDC où ils contrôlent des secteurs entiers de commerce, des mines et de l'immobilier- **apportent une contribution financière considérable pour soutenir les actions des milices islamiques et autres terroristes.** En effet, Le Hezbollah profite de l'importante communauté libanaise expatriée pour tisser ses réseaux à l'étranger. Très présent sur le continent africain, sud-américain, ce mouvement est capable d'apporter une aide logistique, financière via des réseaux bancaires voire opérationnelle, à des actions terroristes qui pourraient viser les intérêts occidentaux sur ces continents ou au départ des Etats faibles comme la RDC.

Il semble que les Libanais ont créé la **Solidaire Banque** qui engrange toutes les opérations financières portant sur les matières précieuses - cette banque ayant été notamment créée par le réseau de Libanais œuvrant dans le commerce de diamant. Dans le giron de la communauté libanaise, il faut compter également avec le groupe **Soficom**. S'étant au départ spécialisé dans les opérations de transfert des fonds, le groupe Soficom s'est diversifié par la création notamment de sa branche bancaire, **Sofibanque**. C'est dire que les exemples sont légion surtout que la liste est loin d'être exhaustive. Point de doute possible : le foisonnement des banques constaté ces derniers temps en RDC cache bien quelque chose. D'autant que la plupart de ces banques sont plutôt des banques de transactions que des banques d'investissement. Dès lors, la prudence dans la prolifération de ces banques doit rester de mise afin de décourager toute forme d'imposture dans le secteur bancaire congolais étant donné qu'il y a bien des zones d'ombre dans la forte expansion de l'activité bancaire en RDC dans la mesure où la prolifération de ces banques pourrait dissimuler **la présence des Hezbollah en RDC déguisés en hommes d'affaires.**

Nous disposons des noms de certains opérateurs économiques douteux, proches des milices terroristes, qui travaillent en étroite connexion avec les autorités, d'usurpation de pouvoir, congolaises. Mais pour des

---

<sup>2</sup>C'est ainsi que son entourage politique et son milieu connexe des musiciens congolais affectionnaient de le nommer.

raisons de notre sécurité, nous ne pourrions fournir ici leurs noms. Certains d'entre eux sont réputés très dangereux et se trouvent dans l'œil du cyclone occidental. D'autres sont en train d'investir, et d'étendre leurs tentacules dans les pays comme : **Congo Brazzaville, Ouganda, Rwanda et Tanzanie**. Ils diversifient également leurs investissements notamment dans les stations services de carburant (près de 200 stations services à travers le pays), dans le secteur hôtelier ou encore dans l'exploitation des hydrocarbures. Il y en a un particulièrement qui est réputé très puissant, proche de la RAW BANK et capable d'allumer le feu à la moindre menace car disposant d'une puissance financière colossale.

Pour en ainsi dire il ressort que le sieur décédé dans l'avion dernièrement à savoir le Libanais en question qui est aussi propriétaire de la à Kinshasa. a laissé son bras droit qui n'est d'autre que son cousin direct. Il semble que ce dernier est réputé très dangereux et ferait l'objet d'une surveillance par certains éléments de la CIA. Actuellement il est entraîné d'investir et d'avoir les tentacules dans les pays comme : **Congo Brazza-ville, Ouganda, Rwanda et Tanzanie**, car on dénombre discrètement à lui seul dans son actif près de 150 stations d'essence dans la ville de Kinshasa et aussi des investissements dans le secteur hôtelier et opère aussi dans les hydrocarbures.

Dans une déclaration, le sénateur Florentin Mokonda Bonza n'a pas hésité de fustiger des "réseaux mafieux" qui disposeraient d'une masse d'argent liquide qui leur permet de construire des immeubles à plusieurs étages. Pour lui, cette masse d'argent proviendrait des opérations illicites dont le trafic de drogue. La RD Congo en général et les villes de Kinshasa et de Lubumbashi en particulier sont envahies par des "hommes d'affaires" indo-pakistanaï et libanais opérant dans les secteurs de l'alimentation, le "commerce général" et la banque. C'est le cas notamment du staff dirigeant de la toute-puissante société "Congo-Futur" installé dans la tour TOUR POWER, propriété d'un sujet libanais dont l'oncle serait décédé dans un crash d'avion d'Ethiopian Airlines au large de Beyrouth le 25 janvier 2011. Une société dont on dit que la famille Kabila y disposerait des parts importantes.

Un communiqué, rendu public le 9 décembre 2010 depuis Washington D.C. (Etats-Unis) et portant le sceau officiel de 'US Department of Treasury' (Trésor américain) sous le titre : « *Treasury targets Hizballah financial network* » (Le Trésor cible le réseau financier du Hezbollah), indexe la RDC comme l'une des plates-formes de financement des groupes terroristes comme le Hezbollah libanais. Le document accuse nommément les propriétaires du géant congolais de commerce général « **Congo Futur** » d'implication avérée dans le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Pour le Trésor américain, la RDC serait devenue une plaque tournante du blanchiment des capitaux en vue de financement de certains groupes terroristes, notamment ceux indexés comme tels par le département d'Etat américain. Et ce, en dépit des efforts internes entrepris, notamment sous la houlette de la Banque centrale du Congo pour mettre fin à ces deux fléaux. La Cellule des renseignements financiers (Cenaref), une structure répressive qui a été créée pour cette fin, sombre encore dans l'immobilisme, alors que pour le Trésor américain, la RDC serait devenue un dépotoir des capitaux sales. Dans les milieux des affaires de la RDC, tout comme dans différents cercles politiques, le sujet était sur toutes les lèvres. (Lire aussi Le Potentiel – 17-12-2010 *Blanchiment des capitaux et financement du terrorisme. -Congo Futur dans le collimateur des Etats-Unis*)

Dans un article signé Baudouin Amba Wetshi dans le quotidien en ligne [www.congoindependant.com](http://www.congoindependant.com), le journaliste se pose la question si « l'homme d'affaire **Kashim**, dont on pense faire partie des victimes du crash du vol 409 d'Ethiopian Airlines du 25 janvier à Beyrouth et qui serait présenté, à tort ou à raison, comme étant le patron de la société "Congo Futur" aurait-il été un des financiers du Hezbollah? Et que ses avoirs, au niveau international, avaient été gelés. » La C.I.A le tenait à l'œil. D'aucuns vont plus loin en imputant, à tort ou à raison, au Mossad israélien la destruction en vol de l'avion éthiopien. D'autant que deux semaines après le crash du Boeing 737-800 d'Ethiopian Airlines, les dirigeants de cette compagnie aérienne - une des meilleures du continent -, ont fait savoir mardi 9 février qu'ils n'excluaient « aucune piste, y compris celle du sabotage, jusqu'à ce que l'on connaisse les résultats de l'enquête ». Les responsables de cette entreprise balaient par ailleurs d'un revers de la main les allégations selon lesquelles l'accident aurait été provoqué par une « erreur de pilotage ». Cette annonce tranche avec la déclaration -

précipitée ? - faite par le président libanais quelques heures après la catastrophe écartant l'hypothèse d'un acte terroriste. Cinquante-quatre Libanais établis au Congo-Kinshasa se trouvaient à bord de cet avion dont un certain Kashim qui serait un des principaux actionnaires voire le "véritable patron" du Groupe «Congo-Futur». Spéculation, intox ou vérité ? Cette désignation vise également deux de hauts financiers du Hezbollah en **Afrique** : Les frères **Ali** et **Hussein Tajideen** qui génèrent des millions de dollars dans le financement du réseau multinational et régional africain du Hezbollah, selon le sous-secrétaire pour le terrorisme et le renseignement financier, Stuart Levey.

Sous le titre « Treasury targets Hezbollah financial network », le Trésor américain désigne les frères Ali et Hussein Tajideen, opérant également en Gambie, au Liban, au Sierra Leone, en Angola, et aux îles Vierges britanniques ; propriétaires en RDC du groupe « Congo Futur » comme pions majeurs de réseau financier du Hezbollah. Pour Washington, les deux frères, d'origine libanaise, travailleraient dans la collecte des fonds en vue de fournir le soutien financier au Hezbollah. Tous deux, toujours selon le document du Trésor américain, sont les frères et partenaires commerciaux de Kassim Tajideen, un important contributeur financier au Hezbollah, qui a été désigné depuis mai 2009 par le Trésor comme un «Specially Designated Global Terrorist (SDGT) » en vertu de l'Executive Order (EO) 13224. Dans son communiqué, sans en dévoiler le contenu, le Trésor américain avait annoncé des sanctions à l'égard des personnes et entreprises citées. Il a fait mention notamment de la possibilité de les isoler à partir des États-Unis des systèmes financiers et commerciaux internationaux. Il n'est pas exclu que certains congolais fassent partie de la liste des personnes mises en quarantaine. D'où leur rapprochement avec les pays de l'Orient !

Fin de la Première Partie

## **Jean-Jacques Wondo Omanyundu** **Analyste politique freelance**

A suivre dans la deuxième partie :

[La Menace de la forte présence des opérateurs Indo-Pakistanaïes](#)

[Une dangereuse mafia du trafic illicite de l'Uranium impliquant le cercle du régime congolais](#)

[L'infiltration d'Al-Qaïda en Afrique et en RDC](#)

[Un nouveau réinvestissement des USA en RDC pour contrer la menace terroriste](#)

[Le Sommet de la Francophonie en danger](#)